



L'ICA (initiative citoyenne alsacienne) est un club de réflexion qui inscrit sa philosophie politique dans les principes d'union dans la diversité et du post-nationalisme. Son régionalisme est libéral-démocratique et non ethno-nationaliste. Elle réunit plusieurs centaines de membres, parmi lesquels bon nombre d'élus, et est suivie par un grand nombre de sympathisants

1 mai 2021

Élections de juin 2021 : contributions 3

Les choses se clarifient au niveau LR et UDI d'une part et de LREM d'autre part

1. Régionales

Madame Brigitte Klinkert vient d'annoncer qu'elle conduira une liste pour tout le Grand Est et celle de la section Alsace. Elle prend appui sur l'électorat **La République en Marche** (LREM), mais compte rassembler au-delà (droite, centre, gauche et écologique).

L'engagement de Madame Klinkert, pour que l'Alsace retrouve une institution politique propre, est connu. C'est à mettre indiscutablement à son crédit, tout comme la création de la **Collectivité européenne d'Alsace** (CeA), une œuvre largement partagée¹.

Il est connu que les Alsaciennes et les Alsaciens souhaitent très majoritairement le retour à une région Alsace pleine et entière. Ce qui signifie, la sortie du Grand Est. Il est tout aussi connu que le gouvernement et le parti majoritaire, qu'elle représentera aux élections à venir, sont hostiles à une réforme de la réforme et notamment à une relecture des contours des régions.

Madame Klinkert ne mènera donc pas la bataille sur ce terrain-là. Par contre puisque Grand Est il y a, elle devrait préconiser, en bonne girondine, la correction de quelques-uns de ses travers, à savoir la gouvernance centralisée, l'éloignement et les coûts, tout en faisant évidemment des propositions de politiques générales.

Au moment de la réforme, nous avons proposé, voyant que les grandes régions se feraient malgré toutes les incohérences, qu'elles soient au moins construites selon un principe fédératif. Dans cette hypothèse le Grand Est serait devenu une fédération des trois anciennes régions. Selon ce principe, il aurait pris en charge les politiques communes aux trois

¹ Lorsque l'ICA a pris l'initiative d'organiser la toute première réunion publique sur le thème de la reconquête d'une institution politique pour l'Alsace, à Sélestat le 2/9/2017, réunissant une bonne partie de la classe politique alsacienne, elle était la première à répondre présent avec Frédéric Bierry, tous deux présidents des Conseils départementaux alsaciens.

anciennes régions et ces dernières auraient d'une part mis en œuvre ses politiques dans la proximité et d'autre part géré ce qu'elles ont en propre, le tout selon le principe de la subsidiarité.

Par rapport aux tenants du Grand Est, c'est donc sur des réajustements et des réaménagements du GE que Madame Klinkert a la possibilité de faire des propositions et de faire la différence. Certes, nous n'imaginons pas qu'elle proposera un système fédéral qui n'est pas dans la pensée politique française. Par contre, elle devrait mettre fortement l'accent sur la décentralisation du Grand Est au profit des anciennes régions Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine et maintenant de la CeA, et convaincre les électeurs de ce que le plus de décentralisation leur apportera.

Il va sans dire que le **président Rottner** sortant jouera aussi sur ce terrain-là. D'ailleurs, il le fait déjà pour tenter de corriger des défauts majeurs. Des politiques de territorialisation sont mises en œuvre d'autres sont proposées. Mais elles reposent sur un jacobinisme régional. Le centre faisant des territoires (sic) des chargés de mission de ses politiques sans réel droit à la différenciation et de pouvoirs et de moyens qui lui seraient attachés.

Il y aura donc, à ne pas en douter, une surenchère au niveau de la décentralisation du Grand Est pour tenter de séduire les tenants du plus d'Alsace en particulier. En même temps qu'il faudra séduire les tenants du GE qui se sont vantés de n'avoir rien cédé à l'Alsace. La quadrature du cercle ?

Si la surenchère profite à l'Alsace, ce sera tant mieux. Plus la décentralisation ira loin, plus l'Alsace se rapprochera d'un retour vers une vraie région, car elle aura démontré son efficacité.

Il reste la problématique du second tour. Avec la présence d'une liste Rottner et d'une liste Klinkert, d'autres aussi, il est fort à parier que le Rassemblement national (RN) sortira premier du premier tour. Pour le contrer, il ne fait pas de doute que d'une part LR et leurs associés et d'autre part LREM et ses associés fusionneront leurs listes. Celles et ceux qui veulent plus d'Alsace s'y retrouveront-ils ? Les votes glisseront-ils sur d'autres offres politiques ? C'est à parier !

2. Cantonales

Madame Klinkert a annoncé qu'elle sera aussi candidate aux élections au Conseil d'Alsace en binôme avec M. Éric Straumann, maire de Colmar, ancien député et ancien président du Conseil départemental du Haut-Rhin, comme elle d'ailleurs.

Il est à espérer que le thème central de leur campagne sera celui du plein exercice des compétences de la CeA et de l'obtention de compétences supplémentaires pour cette dernière, avec comme message subliminal : plus elle aura de compétences et plus le principe de subsidiarité lui sera attaché, plus elle se rapprochera d'une vraie région. Prêtons-leur cette dernière intention.

Par ailleurs, les candidats des **Républicains (LR) et de leurs associés et de LREM et de ses associés** à ces élections, défendront-ils le statu quo pour ne pas se mettre en porte à faux par rapport aux élections régionales ? Tous parleront d'Alsace, car le thème sera évidemment

porteur. Mais parler n'y suffira pas. Il faudra clairement énoncer les ambitions que l'on a pour l'Alsace.

Il faudra qu'ils présentent des propositions concrètes. Quelques-uns des leurs franchiront-ils le Rubicon et demanderont-ils plus de CeA et le retour à terme à une vraie région Alsace, sans même parler de Collectivité à Statut particulier (CSP) ? Mettront-ils cela au centre de leur campagne ? Ce serait évidemment souhaitable². Un discours de l'actuel président Bierry est particulièrement attendu sur ces sujets.

3. Régionales et/ou cantonales

La force des choses électoralistes et politiciennes prendra-t-elle le dessus, comme c'est hélas trop souvent le cas ? Il se peut aussi que les convictions pro-alsaciennes ne soient pas fortes au point de vouloir que l'Alsace puisse gérer en propre ce qui lui est particulier, tout en gérant en commun avec le reste de la nation ce qui est commun.

Si l'Alsace doit être l'avenir de l'Alsace dans tout ce qu'elle a de particulier et de commun avec le reste de la nation, il semble bien que l'on n'en prenne pas le chemin. Le combat pour tenter d'y arriver, c'est-à-dire pour obtenir la création d'une CSP Alsace, car c'est de cela qu'il devrait être question, nécessiterait d'être portée par des partis politiques déclarés régionalistes dont le cœur de la pensée et de l'action serait un régionalisme alsacien.

Parlant **des LR et de leurs associés et de LREM et de ses associés**, aucun de leurs membres n'aura quitté le confort de sa famille politique, bien que le sondage IFOP de décembre 2019 nous indiquait que 55 % des sondés seraient favorables à la création d'un nouveau parti régionaliste que 57 % voteraient pour un tel parti. Nous avons conscience que nous plaçons la barre un peu haut, trop haut dans l'état actuel de la culture politique alsacienne. Ce ne sera pas pour cette fois...

Pierre Klein, président
president@ica.alsace
www.ica.alsace

² Cependant, si tel devait être le cas, ils se seraient déjà réunis en courant politique porteur de ce projet.